

la défaite de son propre gouvernement) ramenèrent la coalition au pouvoir avec une bonne majorité et en firent le premier gouvernement stable appuyé par la gauche dans toute l'histoire de l'Allemagne. Le corps électoral enregistra un vote record de 91 pour cent; le FDP franchit facilement l'écart critique de cinq pour cent des voix; l'Union chrétienne démocrate (CDU) et, ce qui est encore plus significatif, l'Union chrétienne sociale (CSU) en Bavière perdirent des voix au parti social-démocrate (SPD) et ne se maintinrent qu'en recueillant les suffrages anciennement accordés au parti national-démocrate (NPD). Comme pouvait le prétendre à juste titre le chancelier Brandt, ce fut «la plus grande victoire que le SPD ait connue au cours de ses 110 ans d'existence».

On ne saurait dire au juste dans quelle mesure ce succès pouvait s'attribuer à la popularité de l'*Ostpolitik* (couronnée quelques jours auparavant par un accord sur le *Generalvertrag*), mais il n'y a aucun doute que ce fut une «élection Brandt» qui conférait au chef du SPD la stature et le prestige accordés avant lui à Konrad Adenauer. Le résultat mit l'opposition en déroute. Six mois plus tard, l'infortuné leader du CDU, Rainer Barzel, démissionnait précipitamment, ruiné par deux défaites et par l'opposition au sein de son propre parti. L'étoile de Franz Josef Strauss aussi semblait pâlir. Signe indicatif des problèmes qui assaillaient le CDU, la direction parlementaire allait échoir à un nouveau venu au Bundestag, inconnu jusque-là mais attirant et capable, le professeur Karl Carstens, tandis que la présidence allait bientôt être assumée par Helmut Kohl, ministre-président du Palatinat. Quoi qu'il en fût, le chancelier Brandt et M. Walter Scheel allaient être en mesure de poursuivre leur *Ostpolitik* durant les prochains 18 mois, peu gênés par l'opposition. Au début de 1974, toutefois, cette solide position commença à se désagréger.

Prestige déclinant de l'*Ostpolitik*

Dans l'intervalle, les résultats de l'*Ostpolitik* se faisaient moins spectaculaires. Le réseau diplomatique de Bonn s'était élargi, mais il n'intervenait plus de choix importants ni de décision historique (comme l'acceptation du *statu quo* territorial dans le cadre des traités de Moscou et de Varsovie). On entra dans la phase plus prosaïque d'un travail de construction effectué à partir des accords précédents. Comme l'a fait observer M. Egon Bahr, auteur incontesté de cette politique, le mirage des premières semaines s'était éclipié et Bonn se retrouvait devant les réalités matérielles de la vie quotidienne. Plus d'un

signe indiquait que le public ouest-allemand en était venu à prendre l'*Ostpolitik* pour acquise. Lors du débat sur le *Generalvertrag* en février 1973, le Bundestag était à moitié vide, et la signature d'un nouveau traité ou la visite du ministre des Affaires étrangères dans une capitale de l'Est paraissaient chose courante.

En dépit de tout cela, la signature du *Generalvertrag* (entré en vigueur le 20 juin 1973) fut un événement historique. Vingt-huit ans après la fin de la guerre et quarante après l'avènement du Troisième Reich qui y avait conduit, les deux Allemagnes ratifiaient de leur propre gré la constatation juridique de leur division. La vision qu'avait eue Walter Rathenau en 1919 d'une ligue rhénane faisant face à un État slave semblait se matérialiser. «Nous voilà deux» faisait observer l'*Economist* sur un ton sardonique. Après des années d'affrontement amer, le traité entre les deux États allemands paraissait être le symbole d'une stabilisation pacifique de la situation en Europe centrale. Et pourtant, comme l'a fait observer Peter Bender, «le caractère particulier des relations entre les deux États allemands se résume au fait qu'elles sont particulièrement mauvaises. Tout officiels qu'ils soient devenus, les liens entre Bonn et Berlin-Est ne se sont guère «normalisés». «La méfiance réciproque», commentait plus tard le *Frankfurter Rundschau* (qui n'est aucunement un journal de droite) «est un trait permanent de ces relations».

Après tout, le traité ne pouvait changer ni les conditions de vie ni les intérêts des deux États; il ne représentait de part et d'autre que l'acceptation à contrecoeur d'un état de choses inéluctable. Ni les divergences politiques ni les réserves juridiques ne disparaissaient. Lorsque M. Michael Kohl, de l'Allemagne de l'Est, se présenta au cabinet du chancelier à Bonn avec le titre d'ambassadeur, le représentant ouest-allemand, M. Günther Gaus, dut traiter bon gré mal gré avec le ministère des Affaires étrangères d'Allemagne de l'Est. On peut juger peut-être de la froideur de ces relations au fait que, le jour même de l'arrivée de M. Gaus, un homme fut abattu alors qu'il essayait de s'enfuir de Berlin-Est. La réconciliation ne mettait aucun terme au *Schiessbefehl*, car les fusils restaient armés le long de la muraille; elle n'arrêtait pas non plus le renforcement progressif des barrières érigées aux frontières occidentales de la RDA.

Bien que l'*Abgrenzung* fût envisagée comme fait historique plutôt qu'obligation politique, on n'en a pas moins restreint l'accès de la RDA aux visiteurs de l'Ouest par l'élargissement presque ridicule des